



Les actionnaires : encore et toujours gagnants

Dans son édition datée du 22 août 2017, le quotidien *Les Echos* rend compte d'une étude du cabinet *Janus Henderson Global Dividend*. Selon cette étude qui porte sur les 1 200 plus grandes entreprises du monde : « La reprise économique, notamment en Europe, porte les dividendes des grandes entreprises à un niveau record dans le monde... L'Europe domine le deuxième trimestre... Le vieux continent représente les deux cinquièmes des distributions totales sur cette période pour un montant de 149,5 milliards de dollars, en hausse de 5,8 %...86 % des sociétés européennes ont augmenté ou maintenu leurs dividendes. Au total sur les 10 plus gros payeurs de dividendes ce trimestre, neuf sont européennes. »

Avec 40,6 milliards de dollars de dividendes versés, la France conserve « sa position de plus gros pourvoyeur de dividende en Europe devant l'Allemagne (34,1 milliards de dollars) et le Royaume Uni (32,5 milliards). »

Les actionnaires des banques (institutions largement soutenues par les gouvernements suite à la crise financière de 2008) sont les premiers gagnants de ces évolutions : « Les dividendes du secteur ont augmenté de 9,3 milliards de dollars, soit une croissance de 11,7 %, à 114,4 milliards de dollars ».

Selon cet institut, « les dividendes devraient atteindre le montant historique de 1 208 milliards de dollars cette année, en hausse de 5,5 %. »

Ces données montrent que les richesses créées par les travailleurs sont de plus en plus dirigées vers les détenteurs de capitaux et les hauts revenus, ce qui augmente les inégalités et la frustration du monde du travail, avec de graves dangers pour la démocratie.

Ces données confirment surtout la nécessité d'un changement profond des choix de politique économique et de gestion des entreprises, comme le revendique la Cgt.

En effet, les choix qui dominent, depuis des années, la gestion des entreprises et la politique économique sont fondés sur une conception infondée selon laquelle pour renforcer l'économie et créer des emplois, il faut augmenter la rentabilité du capital et affaiblir le droit du travail. Le gouvernement Macron-Philippe persévère dans cette direction avec, notamment, ses attaques systémiques contre le code du travail.

Les faits prouvent que ces choix ne profitent qu'aux actionnaires et plus riches. Tant que cette conception domine les choix de politique économique et de gestion des entreprises, on ne sortira pas du cercle vicieux de chômage, de précarité et de faiblesse de l'emploi et de l'activité économique.

Ces données confirment aussi la nécessité d'un autre usage de l'argent pour augmenter les salaires, l'emploi stable et l'investissement productif. La journée du 12 septembre est une occasion pour porter haut et fort ces revendications.

